et prudent, pendant quelques années, d'appliquer l'assurance-récolte sur une base expérimentale dans certaines régions; les administrateurs ont ainsi acquis de l'expérience, avant de décider du moment opportun d'offrir l'assurance-récolte à toute la province. Je soutiens qu'il est temps, après cinq ans, d'étendre la loi à toutes les parties et à toutes les régions du pays qui répondent à certaines exigences relatives au niveau du revenu, à l'utilisation des terres et ainsi de suite.

J'ignore si le ministre l'a mentionné, mais j'insisterai autant que possible sur le fait qu'il est vraiment injuste, à mon sens, de continuer à faire profiter de l'ARDA chaque année seulement quelques parties du pays. Par exemple, au Manitoba, l'ARDA est présentement restreinte à la région des lacs. Il est vrai que des conventions ont été conclues avec le Manitoba quant à l'aménagement d'un parc provincial sur la périphérie du grand Winnipeg, et ainsi de suite; mais pour ce qui est de la population rurale, le programme est restreint à la région des lacs. Pourtant, on retrouve à peu près les mêmes circonstances économiques dans d'autres régions assez grandes de la province. Dans l'Est du Manitoba, dans un croissant situé sur l'escarpement ouest du bouclier canadien, depuis le lac Winnipeg, on trouve à peu près les mêmes exploitations agricoles et les mêmes circonstances économiques que dans la région des lacs. On devrait certes songer à inclure cette région dans un programme de l'ARDA avant bien des années. Sinon, il faudra bien reconnaître que ces gens se voient refuser le droit de profiter des programmes de l'ARDA des quelques prochaines années.

J'aimerais aussi signaler au ministre qu'il y a déjà un scepticisme croissant, non seulement de ma part, mais chez bon nombre de gens à qui j'ai parlé de l'ARDA; on s'inquiète du fait qu'après ce nombre d'années—il y a presque cinq ans maintenant—l'ARDA est toujours dans sa première étape à savoir dans l'étape des analyses, des relevés et des études et rien d'important qui soit vraiment concret ou tangible n'a été accompli en fait de planification pratique, concrète.

J'admets qu'avant une planification efficace et sa mise en œuvre, une étude approfondie et une compréhension détaillée des problèmes sociaux et économiques en cause sont nécessaires. Mais j'informe seulement le ministre que l'opinion que j'ai signalée s'enracine, en

[M. Schreyer.]

ce qui concerne l'ARDA. Comme l'a dit plus tôt aujourd'hui le député de Qu'Appelle (M. Hamilton), si ce sentiment se généralise chez les gens, à savoir qu'il y a une temporisation ou un retard de bureaucratie dans un programme ou l'autre, le programme tout entier sera déchu dans l'esprit du public et surtout chez ceux qui étaient visés. Je suis d'accord avec ce sentiment.

• (8.00 p.m.)

Je profite de l'occasion pour féliciter le ministre d'avoir présenté cette mesure, qui, je l'espère, sera le prélude à une volonté de lancer, sans retard, des programmes pratiques et concrets de mise en valeur et des objectifs visant à hausser le revenu dans différentes régions rurales du Canada. Je ne m'écarterai pas, à mon avis, du sujet en demandant maintenant au ministre si on a étudié avec tout le sérieux nécessaire l'opportunité et la possibilité de faire profiter du programme les personnes des régions que j'ai mentionnées. Le ministre sait sans doute que, dans le programme américain de la guerre contre la pauvreté, la pratique—prévue dans la loi, je crois—est d'avoir à chaque palier des représentants des habitants des régions désignées. J'espère donc que le ministre s'en tiendra à cette pratique et que, si elle n'existe pas déjà, elle sera créée et étendue aux divers organismes de consultation et de planification chargés des instances présentées par les habitants des régions rurales désignées. Les spécialistes y ont leur place, mais il me semble qu'il y serait fort avantageux de pouvoir compter sur les opinions et les conseils de personnes directement intéressées.

Je dois signaler qu'en lisant les nombreux discours prononcés par le ministre sur l'ARDA et sa mise en œuvre, je n'ai trouvé aucune allusion à ce point particulier, à savoir si une telle représentation est permise ou encouragée ou même sollicitée par les préposés à cette mesure législative.

Permettez-moi de signaler également, monsieur l'Orateur, que la tâche assignée au programme de l'ARDA est immense, infinie, voilà surtout pourquoi je suis quelque peu pessimiste, car je me demande s'il réussira dans la mesure où la publicité l'a laissé entrevoir et espérer par bon nombre d'agriculteurs et de leur famille. La publicité n'est pas mauvaise en soi, naturellement; elle fait partie de la diffusion de renseignements sur les problèmes qui se posent aux gens et sur les moyens mis à l'étude pour les sortir de leur déplorable situation économique. La publicité de ce genre est excellente et nécessaire, selon moi. Néanmoins, je ne puis m'empêcher de penser